

Diversification et relance de l'économie

Issoze Ngondet pour la co-construction d'un capital-investissement solide

Innocent M'BADOUA
Libreville / Gabon

Comment financer l'économie et soutenir l'investissement des entreprises ? Quels mécanismes pour faciliter les crédits aux investisseurs ? Le Premier ministre, chef du gouvernement annonce une importante réflexion sur le financement de l'économie.

RELANCER l'économie commande que l'on puisse, avant tout, poser un diagnostic juste sur les facteurs d'une croissance durable et inclusive. C'est pourquoi, s'adressant aux opérateurs économiques, le 20 janvier 2017, le Premier ministre, chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet, est revenu sur les contraintes qui grippent la diversifi-

cation et la relance de l'économie nationale, avant d'énoncer les leviers de la croissance.

Sur l'autopsie de l'économie nationale, le chef du gouvernement a affirmé connaître les entraves à la croissance. En effet, " sur l'environnement des affaires, je puis vous rassurer quant à la parfaite connaissance, par le gouvernement, des entraves dans ce domaine", a-t-il indiqué.

A côté des contraintes fiscales (lire l'Union du 23 janvier 2017), le Premier ministre a aussi relevé les leviers, les capitaux à injecter dans les projets d'investissements publics et privés. Pour cela, il préconise une démarche d'ensemble. « L'Etat ne peut pas être le seul à porter le développement, eu égard aux contraintes que je viens d'évoquer. La vul-



Photo : L'Union

Emmanuel Issoze Ngondet, Premier ministre, chef du gouvernement.

garisation des mécanismes de financement, tel que le partenariat public-privé, s'impose naturelle-

ment », a-t-il expliqué. C'est pourquoi, pour les mois à venir, il invite à co-construire un système financier solide qui s'appuie sur la promotion du capital-investissement. Autrement dit, ce cadre financier solide, adossé au capital-investissement, doit se faire en collaboration avec le patronat local, et avec les investisseurs étrangers. « Parce que vous êtes les acteurs de la croissance et de l'investissement, nous souhaitons créer avec vous un cadre concret et propice qui correspondrait aussi bien à vos attentes qu'aux nôtres », a indiqué le patron du gouvernement. Cela nécessite, en amont, la mise en place des outils et instruments financiers, pour l'instant inexistant. Aucun système financier, aucun capital-investissement ne peut durablement prospérer sans un

fonds de garantie vers lequel les investisseurs privés, nationaux surtout, puissent se tourner, afin d'offrir des garanties à leurs emprunts. D'ailleurs, les banques commerciales nationales ne font aucunement mystère de leurs avis quant à l'urgence de ce fonds : « Nous ne pouvons octroyer l'argent des épargnants à des investisseurs, soient-ils porteurs de projets bancaires, sans un mécanisme de garantie éprouvée pour couvrir les risques d'insolvabilité. »

On l'a bien compris, l'un des chantiers du Premier ministre sera aussi d'imaginer, avec les ministères techniques, l'architecture d'un fonds de garantie, à défaut de souscrire à des fonds africains déjà opérationnels tels que le Coface - Fonds africain de garantie et de coopération économique.

Atelier sur l'entrepreneuriat

Des rudiments pour devenir entrepreneur

F.A.
Libreville/Gabon

DANS ce contexte de crise mondiale et des mécanismes d'accompagnement des politiques publiques en matière d'offre d'emploi, l'accélérateur Ogooué labs, l'Ong Educaf et le cabinet Bird organisent, depuis hier au siège d'Ogooué labs, situé à l'Ancienne-Sobraga, un atelier sur l'entrepreneuriat. L'initiative de ces trois organisations entre dans le programme " Six jours pour entreprendre ". Lequel a pour but de donner aux entrepreneurs en herbe des rudiments dans ce domaine, afin qu'ils puissent se lancer dans l'entrepreneuriat et travailler à leur propre compte. « Ce programme s'inscrit dans un processus de développement du potentiel managérial qui sommeille en chacun de nous, dans une perspective d'autonomisation et de réduction de la pauvreté. (...) "Six jours pour entreprendre" va donner des pistes de solutions pour être des personnes qui initient les changements pour mieux-vivre », a déclaré le



Photo : F.A.

L'atelier a été ouvert faite par Mangambara Boubala Jérémy, Coordonnateur du programme "6 Jours pour Entreprendre", en présence de Lindzondo Thérence, PDG du cabinet LinArch, Pembia Camille, PDG du groupe Yorha, et Asseko Willy-Conrad, Directeur de LTC.

coordonnateur général du programme, Jérémie Boubala. La première journée de cette formation de six jours a été consacrée au partage d'expériences des jeunes Gabonais qui, aujourd'hui, ne dépendent pas de la Fonction publique. « L'entrepreneuriat, c'est savoir entreprendre. Et tout le monde peut le faire. Ça commence d'abord par le changement de la pensée de soi. Il est temps qu'on crée des sociétés, afin de créer l'emploi. Les obstacles, il y en aura toujours. Il est donc important de croire en soi-même et de s'associer avec ceux qui pourront combler

vos faiblesses; d'avoir une vision et l'écrire en gros quelque part. Soyez positifs et ne laissez jamais à autrui le temps de vous détruire, car 2017 c'est votre année », a déclaré Térance Lindzondzo, responsable de LinArch, venu partager son expérience. Architecte de formation, M. Lindzondzo, par sa persévérance, possède aujourd'hui trois entreprises. « Il ne faut pas chercher des excuses pour ne pas se lancer. J'étais comme vous et je suis tombé plusieurs fois, mais je n'ai pas abandonné. Même mes proches ne croyaient pas en moi. Aujourd'hui, je leur ai prouvé

le contraire », a-t-il ajouté. Dès aujourd'hui, le programme va s'intéresser aux méthodes de création d'un projet d'activités gé-

nératrices de revenus (AGR). Les autres jours seront consacrés à l'utilisation économique de son smartphone et sa tablette

comme outils de travail. Le dernier jour, samedi, sera réservé au debriefing et à la remise des attestations de participation.

Précision

Dans l'article paru dans notre édition du week-end, et intitulé "Le Conseil gabonais des chargeurs désormais à Ntoun", il est utile de préciser que les opérateurs économiques en provenance du sud et de Cocobeach ne devront pas s'acquitter des taxes mais, plutôt, se verront délivrer un outil d'encadrement du trafic de fret multimodal, le Bordereau d'identification des cargaisons (BIC) par l'antenne provinciale

de Ntoun. Celui-ci permettra de fournir des informations précises sur la provenance de la marchandise, sa destination finale, sa valeur, etc. Ainsi donc, les pouvoirs publics seront éduqués sur la maîtrise des prix de vente des dites marchandises. Ce qui est en adéquation avec la politique gouvernementale de lutte contre la vie chère.

MAIRIE DE LIBREVILLE

RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES N° 002/ML/2016

Nom du projet : Pose des plaques de dénomination des rues
Date de lancement : 23 novembre 2016
Date d'ouverture des plis : 12 décembre 2016

1. QUALIFICATION DES SOUMISSIONNAIRES ET SELECTION DES OFFRES
La qualification des soumissionnaires et la sélection des offres ont porté sur les critères d'ordre administratif, juridique, technique et financier stipulés aux données particulières du Dossier d'Appel d'Offres.

2. ATTRIBUTAIRES
La décision de la Commission d'évaluation des offres, en sa séance du 12 décembre 2016, conformément aux dispositions de l'article 64 du Code des Marchés Publics est la suivante :

LOTS	ATTRIBUTAIRES
LOT N° 1 : Pose de 859 plaques de dénomination de rues sur mur et de 398 poteaux d'adressage dans les premier, deuxième et sixième arrondissements de Libreville.	INFRUCTUEUX
LOT N° 2 : Pose de 679 plaques de dénomination de rues sur mur et de 314 poteaux d'adressage dans les troisième, quatrième et cinquième arrondissements de Libreville.	INFRUCTUEUX

Le Directeur Général du Budget et des Finances Publiques : Jean Pierre OUMBALETT

Le Secrétaire Général de la Mairie de Libreville : ASSOZE NGONDET